

La convocation a été adressée individuellement le 26 novembre 2025 à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion prévue le 1<sup>er</sup> décembre 2025 à 20h00, à la salle communale de Saint-Laurent-La-Roche en réunion ordinaire.

**Convocation : 26/11/2025**

**Affichage : 26/11/2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le premier décembre à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de LA CHAILLEUSE, se sont réunis en session ordinaire à la salle communale de Saint-Laurent-La-Roche, sous la présidence de Monsieur Pierre-Rémy BELLERON.

La séance a été publique.

**Étaient présents** : BELLERON Pierre-Rémy, BERNARD Chantal, BILLET Pierre, BOZON Fabienne, DEMOUGEOT Philippe, GORSE Christine, GUILLOT Dominique, GUYON Martine, MESSI Daniel, ROBERT Alain, RODOT Daniel, ROUTIN Gilles, THIVANT Éric

**Absents excusés** : FERRUT Ludovic (pouvoir à ROBERT Alain), FROMONT Philippe (pouvoir à MESSI Daniel), VICHOT Isabelle

**Absents** : NEANT

**Secrétaires de séance** : BOZON Fabienne, GORSE Christine

**Nombre de conseillers** :

En exercice : 16

Présents : 13

Pouvoirs : 2

Votants : 15

Le quorum de neuf est atteint.

### **Délibérations du Conseil Municipal**

Délibération : Adhésion service de médecine préventive du centre de gestion du Jura

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUI de la petite montagne

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Révision des statuts de Terre d'Émeraude Communauté

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Décision modificative n°2 – Budget Activités Forestières

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Décision modificative n°7 – Budget Principal

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Décision modificative n°8 – Budget Principal

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Reversement excédent du Budget Activités Forestières sur le Budget Principal 2025

Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Inscriptions de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Demande de subvention DETR – salle multi activités de Saint-Laurent-La-Roche  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 12/12/2025

Délibération : Demande de subvention DETR – Protection DECI 2026 de La Chailleuse  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 05/12/2025

Délibération : Demande de subvention au Conseil Départemental du Jura – Protection DECI 2026 de La Chailleuse  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 05/12/2025

Délibération : Demande de subvention DETR – Sécurisation routière école et M.A.M.  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 05/12/2025

Délibération : Demande de subvention au Conseil Départemental du Jura – Sécurisation routière école et M.A.M.  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 05/12/2025

Délibération : Souscription d'un emprunt  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 09/12/2025

Délibération : Souscription d'un prêt relais ou ligne de trésorerie  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 08/12/2025

Délibération : Subvention association Jurapnée  
Votée à 14 voix POUR et 1 ABSTENTION – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Régie de recette repas accompagnant des aînés 2025  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 02/12/2025

Délibération : Déclassement de voirie chemin de la fontaine – Arthenas  
Votée à l'unanimité des voix – Visa préfectoral du 05/12/2025

#### **Approbation du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 07 octobre 2025**

Remarques : Pas de remarques, le compte rendu de la séance du conseil municipal du 07 octobre 2025 est approuvé à l'unanimité

#### **Délibération N°2025-61 : Adhésion service médecine préventive du centre de gestion du Jura**

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 18-2025 du 18 juillet 2025 par laquelle le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Jura a créé un service de médecine préventive ;

Vu les conditions d'utilisation du service de médecine préventive du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Jura définies dans la convention, annexée à la présente délibération.

Le Centre de Gestion du Jura a créé un service de médecine à la disposition des collectivités territoriales du Jura. Celui-ci a vocation à assurer la surveillance médicale des agents en relation avec les fonctions qui leur sont confiées et à agir sur le milieu professionnel.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **DECIDE**
  - **D'ADHÉRER** au service de médecine préventive du Centre de gestion du Jura ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante d'adhésion au service de Médecine Professionnelle et Préventive ;
- **DE PRÉVOIR** les crédits correspondants au budget de la collectivité.

<b><u>Délibération N°2025-62 : Débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUI de la petite montagne</u></b>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-2, L.151-5 et L. 153-12,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Petite Montagne en date du 1<sup>er</sup> février 2018 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi),

Vu l'arrêté préfectoral n° 3920191114-001 en date du 14 novembre 2019 portant création d'une Communauté de communes issue de la fusion des Communautés de communes Jura Sud, Pays des Lacs, Petite Montagne et Région d'Orgelet,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Jura Sud, Pays des Lacs, Petite Montagne et Région d'Orgelet en date du 14 janvier 2020 proposant de modifier le nom et les statuts de la Communauté de communes,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Jura Sud, Pays des Lacs, Petite Montagne et Région d'Orgelet en date du 6 février 2020 poursuivant l'élaboration des quatre PLUi, chacun sur son secteur, et couvrant l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Jura Sud, Pays des Lacs, Petite Montagne et Région d'Orgelet,

Vu l'arrêté préfectoral n° 3920200519-001 en date du 19 mai 2020, remplaçant la dénomination de la Communauté de communes Jura Sud, Pays des Lacs, Petite Montagne et Région d'Orgelet en Terre d'Émeraude Communauté,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Terre d'Émeraude Communauté en date du 15 octobre 2025 prenant acte de la tenue du débat autour du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUI de la Petite Montagne,

Considérant qu'un débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) doit avoir lieu au sein de chacune des communes membres de Terre d'Émeraude Communauté et au sein du Conseil Communautaire au moins deux mois avant l'arrêt du projet de PLUI conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme,

Entendu l'exposé du Maire concernant les deux axes stratégiques de développement projetés au PADD ainsi que les principaux objectifs fixés mis à jour et les orientations générales qui en résultent :

**Axe 1 : La Petite Montagne, un territoire mettant en valeur ses ressources environnementales ;**

- Orientation 1 : garantir le maintien et le fonctionnement des entités naturelles et agricoles
- Orientation 2 : Conforter le dynamisme agricole
- Orientation 3 : Accompagner le développement d'un tourisme durable et patrimonial
- Orientation 4 : Construire un territoire performant
- Orientation 5 : Limiter l'étalement urbain.

**Axe 2 : La Petite Montagne, un territoire de proximité et solidaire.**

- Orientation 1 : Être un territoire accueillant
- Orientation 2 : Rendre les cœurs de bourgs attractifs
- Orientation 3 : Améliorer la qualité du parc de logements et favoriser le parcours résidentiel des ménages

- Orientation 4 : Soutenir le développement économique local dans une logique de création d'emploi
- Orientation 5 : Promouvoir un territoire solidaire
- Orientation 6 : Connecter le territoire et faire évoluer la mobilité.

Après cet exposé, le Maire déclare le débat ouvert.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- A débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de la Petite Montagne.
- La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexée le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de la Petite Montagne.

**Délibération N°2025-63 : Révision des statuts de Terre d'Émeraude Communauté**

L'arrêté Préfectoral n° 3920191114-001 a créé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Communauté de Communes issue de la fusion de la Communauté de communes du Pays des Lacs, de la Communauté de communes de la Région d'Orgelet, de la Communauté de communes Petite Montagne et de la Communauté de communes Jura Sud dénommée Terre d'Émeraude Communauté à compter de l'arrêté Préfectoral n°3920200519-001 du 19 mai 2020.

Par délibération n° 2021-119 du 22 septembre 2021, Terre d'Émeraude Communauté a approuvé ses statuts et a procédé à une révision de ces derniers par délibération n°154/2022 du 14 décembre 2022. À la suite de plusieurs changements intervenus depuis la validation de ces statuts, il convient de procéder à une modification de ces derniers au titre des compétences supplémentaires de la Communauté de communes et d'intégrer ainsi les possibilités offertes par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite loi 3DS en vue de la simplification de rédaction des statuts.

Le Conseil Communautaire dans sa séance du 15 octobre 2025 a validé le projet de nouveaux statuts joint en annexe.

Ce projet de statuts doit être soumis par ailleurs à l'approbation des Conseils Municipaux des communes membres dans un délai de 3 mois après avis du Conseil Communautaire selon la règle de la majorité qualifiée, à savoir 2/3 des Conseils Municipaux qui représentent plus de la moitié de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix, décide :**

- **D'APPROUVER** le projet de statuts de Terre d'Émeraude Communauté modifié tel qu'annexé à la présente délibération.
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à Monsieur le Président de Terre d'Émeraude Communauté et à Monsieur le Préfet du Jura.

**Délibération N°2025-64 : Décision modificative n°2 – Budget Activités Forestières**

Afin de pouvoir régler les mémoires ONF, étant donné qu'il n'est pas possible de budgéter la somme correspondante en début d'année du fait de la non-connaissance du montant exact des ventes et dépenses correspondantes sur l'année, il y a lieu de procéder à la décision modificative suivante faute de crédits au chapitre.

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 62878 : Remboursement frais à des tiers		23 000.00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>		<b>23 000.00 €</b>
R 7022 : Coupes de bois		23 000.00 €
<b>TOTAL R 70 : Produits de services, domaine, ventes</b>		<b>23 000.00 €</b>



diverses		
----------	--	--

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **ACCEPTE** la décision modificative

**Délibération N°2025-65 : Décision modificative n°7 – Budget Principal**

Afin de pouvoir régler une facture de Terre d'Emeraude Communauté pour la contribution SDIS il y a lieu de faire une décision modificative.

A l'origine la facture de contribution SDIS était imputée au compte 6288 du chapitre 011, elle doit maintenant être imputée au compte 6553 du chapitre 65, à la demande de la Trésorerie.

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6288 : Autres services extérieurs	25 000.00 €	
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>25 000.00 €</b>	
D 6553 : Service d'incendie		25 000.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>		<b>25 000.00 €</b>

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **ACCEPTE** la décision modificative

**Délibération N°2025-66 : Décision modificative n°8 – Budget Principal**

Afin de pouvoir régler une facture d'ED Tech pour donner suite aux études concernant la DECI, il y a lieu de faire une décision modificative.

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2188 : Autres immobilisations corporelles	2 300.00 €	
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>2 300.00 €</b>	
D 2031 : Frais d'études		2 300.00 €
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>		<b>2 300.00 €</b>

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **ACCEPTE** la décision modificative

**Délibération N°2025-67 : Reversement excédent Budget Activités Forestières sur Budget Principal 2025**

Conformément au budget voté en début d'année, une partie de l'excédent du Budget Activités forestières à hauteur de 20 000.00 € lié aux ventes importantes sur l'année 2025 est à reverser sur le Budget Principal à la ligne 7551.

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **DECIDE** de reverser l'excédent du Budget Activités Forestières sur le Budget Principal au compte 7551.
- **CHARGE** le Maire d'effectuer les écritures correspondantes.

**Délibération N°2025-68 : Inscriptions de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026**

M. Le Maire indique aux membres de l'Assemblée qu'il y a lieu de procéder, avant le vote du Budget Primitif 2026 à des inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut, jusqu'à l'adoption du Budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent,

non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2025 sur les chapitres 20, 21 et 23, s'élevaient à **866 980.00 €**, que le quart de ces crédits représente donc **216 745.00 €**.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires afin de permettre à M. Le Maire, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption du Budget principal de l'exercice 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. Le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses sur les comptes suivants et pour les montants précisés ci-dessous :
  - o Compte 21318 : autres bâtiments publics 25 000 euros
  - o Compte 2152 : installations de voirie 2 000 euros
  - o Compte 21571 : matériel roulant de voirie 5 000 euros
  - o Compte 21578 : autre matériel et outillage de voirie 4 745 euros
  - o Compte 21328 : bâtiments privés 180 000 euros

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **AUTORISE** M. Le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses sur les comptes suivants et pour les montants précisés ci-dessous :
  - o Compte 21318 : autres bâtiments publics 25 000 euros
  - o Compte 2152 : installations de voirie 2 000 euros
  - o Compte 21571 : matériel roulant de voirie 5 000 euros
  - o Compte 21578 : autre matériel et outillage de voirie 4 745 euros
  - o Compte 21328 : bâtiments privés 180 000 euros

<b>Délibération N°2025-69 : Demande de subvention DETR – salle multi activités de Saint-Laurent-La-Roche</b>
--

Monsieur le Maire expose que le projet de mise aux normes incendie et accessibilité de la salle multi activités de Saint-Laurent-La-Roche dont le coût prévisionnel est estimé à 161 168.27 € HT soit 193 401.92€ TTC, hors mission contrôle technique 4 180.00€ HT et mission SPS 1 850.00€ HT est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Financements privés (CAF, Fondation du patrimoine, fédérations sportives...)</b>			
<b>Financements publics</b>			
Etat	DETR	50 159.48 €	30.00 %
Région			
Département	Notifiée	28 200.00 €	16.86 %
<b>Auto-financement</b>			
Fonds propres		40 488.79 €	21.40 %
Emprunt		48 350.00 €	30 %
<b>Total HT</b>		<b>167 198.27 €</b>	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : 25 avril 2025
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 19/01/2026
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : 31/07/2026

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté estimé à 167 198.27 € HT,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

#### **Délibération N°2025-70 : Demande de subvention DETR – Protection DECI 2026 de La Chailleuse**

Monsieur le Maire expose que le projet de protection DECI 2026 de La Chailleuse dont le coût prévisionnel selon devis quantitatif et estimatif, s'élève à 157 500.00 € HT, hors maîtrise d'œuvre travaux, est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Financements privés (CAF, Fondation du patrimoine, fédérations sportives...)</b>			
<b>Financements publics</b>			
Etat	DETR	47 250.00 €	30 %
Région			
Département		55 125.00 €	35 %
<b>Auto-financement</b>			
Fonds propres		55 125.00 €	35 %
Emprunt			
<b>Total HT</b>		<b>157 500.00 €</b>	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : 08/12/2025
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 29/06/2026
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : 30/10/2026

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté estimé à 157 500.00 € HT,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.

#### **Délibération N°2025-71 : Demande de subvention Conseil Départemental du Jura – Protection DECI 2026 de La Chailleuse**

Le Maire expose,

Un devis estimatif a été demandé à la société ED-Tech pour la protection DECI de La Chailleuse.

Le montant des travaux s'élève à 157 500.00 € HT pour 2026.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De valider le devis estimatif pour un montant de 157 500.00 € HT,
- D'autoriser le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental du Jura,
- D'autoriser le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier,
- De dire que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2026.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **VALIDE** le devis pour un montant de 157 500.00 € HT,
- **AUTORISE** le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental du Jura,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2026.

<b>Délibération N°2025-72 : Demande de subvention DETR – Sécurisation routière école et MAM</b>
---

Monsieur le Maire expose que le projet de sécurisation routière de l'école et de la M.A.M. dont le coût prévisionnel est estimé, à 57 142.00 € HT est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Financements privés (CAF, Fondation du patrimoine, fédérations sportives...)</b>			
<b>Financements publics</b>			
Etat	DETR	11 428.00 €	20 %
Région			
Département	Amendes de police	18 856.00 €	33 %
<b>Auto-financement</b>			
Fonds propres		26 858.00 €	42 %
Emprunt			
<b>Total HT</b>		<b>57 142.00€</b>	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : 05/12/2025
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 18/05/2026
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : 26/06/2026

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté estimé à 57 142.00 € HT,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** le lancement de la consultation des entreprises
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement.



### **Délibération N°2025-73 : Demande de subvention Conseil Départemental du Jura – Sécurisation routière école et MAM**

Le Maire expose,

Un devis estimatif a été demandé pour la sécurisation routière de l'école et de la M.A.M.

Le montant des travaux s'élève à 57 142.00 € HT.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De valider le devis estimatif pour un montant de 57 142.00 € HT,
- D'autoriser le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental du Jura,
- D'autoriser le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier,
- De dire que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2026.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **VALIDE** le devis estimatif pour un montant de 57 142.00 € HT,
- **AUTORISE** le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental du Jura, dans le cadre des amendes de police,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2026.

### **Délibération N°2025-74 : Souscription d'un emprunt**

Monsieur le Maire rappelle la nécessité pour la commune de souscrire un emprunt pour la construction de la maison d'assistantes maternelles, la rénovation de la salle multi activités et la mise aux normes de la D.E.C.I.

Au vu du tableau d'analyse des offres présentée,

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **DECIDE** de conclure un contrat de prêt avec la Banque Populaire de Bourgogne Franche Comté dont les caractéristiques sont les suivantes :
  - Objet : prêt d'investissement pour la construction d'une maison d'assistantes maternelles, la rénovation de la salle multi-activités et la mise aux normes de la D.E.C.I.
  - Montant du capital emprunté : 250 000.00 €
  - Durée d'amortissement : 15 ans
  - Taux (fixe) : 3.66 %
  - Montant total des intérêts : 69 768.60 €
  - Mode d'amortissement du capital : Fixe
  - Montant des frais de dossier : 300.00 €
  - Périodicité retenue : trimestrielle
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif au contrat de prêt décrit ci-dessus.

### **Délibération N°2025-75 : Souscription d'une ligne de trésorerie**

Monsieur le Maire rappelle la nécessité pour la commune de souscrire une ligne de trésorerie en attendant le versement des subventions et FCTVA se rapportant à la construction de la maison d'assistantes maternelles, à la rénovation de la salle multi activités et à la mise aux normes de la D.E.C.I.

Au vu du tableau d'analyse des offres présentée,

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **DECIDE** de conclure une ligne de trésorerie avec la Banque Populaire de Bourgogne Franche Comté dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Objet : ligne de trésorerie en attendant le versement des subventions et FCTVA se rapportant à la construction d'une maison d'assistantes maternelles, la rénovation de la salle multi-activités et la mise aux normes de la D.E.C.I.
- Montant maximum du prêt relais : 200 000.00 €
- Durée : 12 mois
- Index de référence : EURIBOR 3 mois + marge 0.15%
- Montant total des intérêts : 4396 € maximum
- Montant de l'échéance (si taux fixe) : 1099 € maximum
- Commission d'engagement : 0.200% soit 400.00 €
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus.

#### **Délibération N°2025-76 : Subvention associative Jurapnée**

Monsieur le Maire fait lecture d'un mail reçu de la part de l'association JURAPNÉE dans le cadre d'une demande subvention à la suite de la création de celle-ci sur la commune.

Le Maire précise que l'éligibilité aux subventions communales nécessite :

- Que le siège de l'association soit sur la commune de La Chailleuse,
- Que soit organisé sur le territoire de la commune au moins un évènement sur l'année concernée : animations, festives, sportives, culturelles, éducationnelles en conformité avec la politique arrêtée par le Conseil Municipal,
- Pour une association extérieure, qu'elle organise une ou des actions d'intérêt local répondant majoritairement aux besoins de la population de La Chailleuse,
- Que les associations à but politique ou religieux (référence à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905), ainsi que celles ayant occasionné des troubles de l'ordre public ne peuvent prétendre à une subvention d'une collectivité locale.

Monsieur le Maire demande aux élus directement concernés, c'est à dire faisant partie de l'association, de ne pas prendre part au vote : NÉANT

Après examen de la demande de subvention, M. le Maire rappelle que des subventions dites STARTER ont déjà été attribuées par le passé aux associations lors de leur création pour un montant de 400.00 €.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'attribuer ou de ne pas attribuer une subvention dite STARTER à l'association JURAPNÉE et d'en fixer le montant.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à 14 voix POUR et 1 ABSTENTION :**

- **DECIDE** d'attribuer une subvention de 400.00 €

#### **Délibération N°2025-77 : Régie de recette – repas accompagnant des aînés 2025**

Monsieur le Maire propose d'inclure dans la régie de recette l'encaissement des repas accompagnants des aînés lors du repas de fin d'année du 13/12/2025 et d'en fixer le tarif.

Proposition du repas accompagnant à 30.00 €.

Est considéré comme accompagnant :

- Le ou la conjoint(e) ou compagne résidant sur la commune et âgé de moins de 70 ans.
- un(e) aidant(e) familial(e) d'une personne à mobilité réduite.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **DÉCIDE** d'inclure dans la régie de recette l'encaissement des repas accompagnants des aînés lors du repas de fin d'année du 13/12/2025.
- **FIXE** le tarif du repas accompagnant à 30.00 €.
- **PRECISE** que sont considérés comme accompagnant :

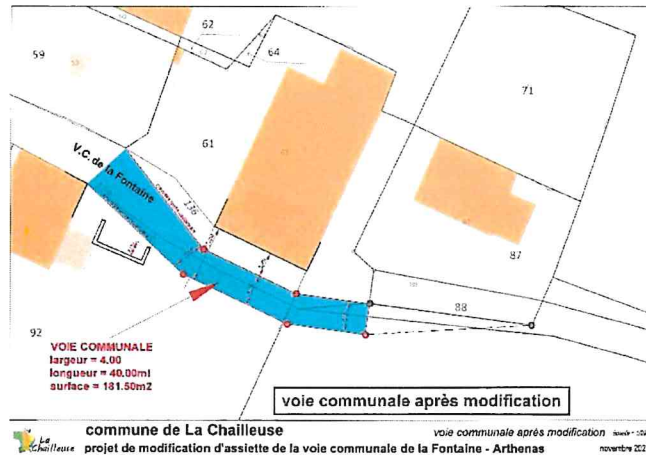
- Le ou la conjoint(e) ou compagne résidant sur la commune et âgé de moins de 70 ans.
- un(e) aidant(e) familial(e) d'une personne à mobilité réduite.

#### **Délibération N°2025-78 : Déclassement de voirie chemin de la fontaine – Arthenas**

Le Maire expose au Conseil Municipal que pour donner suite à une médiation entre M. GUENUCHOT Pascal et M. THOUVEREY Aurélien, afin de lever une servitude de passage, pour que l'exploitant puisse accéder à ses bâtiments agricoles, Il y a lieu de procéder au déclassement de la partie reprise sur le plan ci-joint présenté en séance.

**Le Conseil Municipal après échanges et en avoir délibéré à l'unanimité des voix :**

- **VALIDE** le déclassement de la partie du chemin de la Fontaine – Arthenas, conformément au plan présenté en séance,
- **PRECISE** que ce déclassement n'entraînera pas de modification du tableau de classement de voirie en termes de longueur de voirie de la commune de la Chailleuse,
- **CHARGE** le Maire de compléter les documents y afférents.



#### **Informations diverses**

- Abonnement téléphonique : les abonnements au réseau cuivre seront supprimés à compter du 31 janvier 2026. Les câbles cuivre seront déposés en 2027. 93% des habitants de la commune sont connectés à la fibre actuellement. Une attention particulière sera portée aux habitants restants à connecter à la fibre.
- Maison d'assistantes maternelles : les travaux ont débuté le lundi 3 novembre et se déroulent dans de bonnes conditions.
- Salle multi-activités : la 1<sup>ère</sup> réunion des entreprises est prévue le mardi 02/12/2025. Le permis de construire a été déposé pour pouvoir installer l'abri ouvert récupéré du terrain de jeux.

#### **Questions diverses**

- Pas de questions diverses

**La séance est levée à 21h55**

Les secrétaires de séance,  
BOZON Fabienne et GORSE Christine

Le Maire,  
Pierre Bérny BELPERRON